ouest france
Justice et Liberté

Samedi 10 mars 2018

Segré et le Haut-Anjou

Migrants : le Collectif segréen aux États généraux

Segré-en-Anjou Bleu — La future loi sur l'immigration semble vouloir durcir les règles à l'encontre des étrangers. 470 organisations souhaitent une autre politique, et proposent des rencontres.

Solidarités

« Dans nos actions de terrain, nous constatons les conséquences de ces orientations qui menacent les fondements mêmes de la solidarité nationale. Les inégalités sont tellement criantes que cela nous agace. Cela va du fait de ne pas pouvoir mettre son nom sur une boîte aux lettres en passant par les pièges administratifs, ou encore le coût pour refaire les papiers », s'indigne le Collectif segréen.

En juin 2017, 470 organisations présentes aux côtés des migrants et des réfugiés, ont demandé un changement radical de la politique migratoire française et européenne, ainsi que la mise en place d'une véritable concertation de la société civile.

Elles ont décidé de lancer le processus des États généraux des migrations, une démarche de concertation décentralisée sur les territoires. Les personnes migrantes, les collectifs, les associations, les citoyens solidaires sont invités à participer à ce travail collectif.

Le Collectif segréen invite à un repas partagé, après la réunion à la Bourse du travail, samedi 17 mars.

« Faire pression sur l'État »

Au niveau national, les syndicats CGT, Solidaires et FSU, et des associations aussi différentes que le Secours catholique, Médecins sans frontières, Quazar et ATD quart-monde, entre autres, appellent à participer à ces États généraux.

« Dans le Haut-Anjou, nous sommes un peu leader pour rassembler. Nous avons envoyé des invitations à des associations et particuliers, Restos du cœur, lycéens de Château-Gontier, D'une rive à l'autre à Juvardeil, Accueil-solidarité pour un toit, l'Arbre vert, les foyers laïques... », précise Roland Briend.

À Segré, la rencontre est prévue samedi 17 mars. **« Lors de cette réunion, chacun pourra être force de propositions, même très générales. Ensuite, on fera le tri. Ces doléances seront regroupées lors d'une réunion départementale à Saint-Barthélemy-d'Anjou, samedi 24 mars, puis portées nationalement à Paris. »**

L'intérêt, pour le collectif, est de rencontrer des gens et de prendre des contacts : **« Il faut faire pression sur l'État en ce qui concerne l'asile. Il faut se rappeler qu'il n'y a pas si longtemps, on nous disait que la famille régularisée devait rentrer dans son pays. Il y en a quand même une autre qui attend depuis neuf ans ! S'il n'y avait pas de solidarité citoyenne, ces gens seraient dans la rue. On ne peut pas accueillir toute la misère du monde, mais on peut partager les richesses... »**

Samedi 17 mars, à 11 h, réunion à la Bourse du travail, place du Port, à Segré. Renseignements : 06 82 92 31 16, ou 06 34 95 90 51.